

**EXTRAIT D'ACTE DE NOTORIETE ACQUISITIVE TRENTENAIRE**  
(Article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017)

En séance du 7 juin 2023, la commission d'urgence foncière a adopté la décision qui suit (**ANOT/2023-0030**) :

**LA COMMISSION D'URGENCE FONCIERE**

**DIT** qu'il est notoire que Madame Anssifati IBRAHIM possède le bien situé sur la commune de Chiconi cadastré section AI n° 58, depuis le 29 mars 1989, soit pendant 30 ans révolus, dans les conditions des articles 2261 à 2272 du code civil ;

**DIT** que le présent acte de notoriété est délivré à la requérante (sur le fondement du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017) ;

**ORDONNE** les mesures de publicité du présent acte de notoriété ;

**RAPPELLE** que le présent acte est attaquant par action en revendication mais que, passé le délai de 5 ans, l'acte de notoriété vaut preuve irréfutable de la possession trentenaire.

**I- IDENTIFICATION DE LA PERSONNE BENEFICIAIRE**

- Prénoms (dans l'ordre de l'état civil) et nom : Madame Anssifati IBRAHIM
- Domicile : 21, rue de la providence, 97670 Chiconi
- Date et lieu de naissance : 3 mars 1971 à Chiconi (Mayotte)
- Date du mariage : 28 mars 1989
- Nom du conjoint : Monsieur Mrichidou MZE
- Profession : Sans profession
- Indication de sa capacité juridique : Pleine
- Régime matrimonial adopté : Mariage musulman inscrit à l'état civil

**II- IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE CONCERNE**

Situation : Commune de Chiconi.

Contenance et désignation cadastrale :

Section	Numéro	Lieudit ou adresse	Contenance
AI	58	21, rue de la providence, 97670 Chiconi	222m <sup>2</sup>

Cette parcelle est à extraire du titre foncier n°1390.

**III- REPRODUCTIONS OBLIGATOIRES**

1<sup>er</sup> alinéa de l'article 35-2 de la loi n°2009-594 du 27 mai 2009 :

« *Lorsqu'un acte de notoriété porte sur un immeuble situé en Guadeloupe, en Martinique, à La Réunion, en Guyane, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte et constate une possession répondant aux conditions de la prescription acquisitive, il fait foi de la possession, sauf preuve contraire. Il ne peut être contesté que dans un délai de cinq ans à compter de la dernière des publications de cet acte par voie d'affichage, sur un site internet et au service de la publicité foncière ou au livre foncier* ».

Extrait du 2° de l'article 2 du décret n° 2017-1802 du 28 décembre 2017 :

« *... le bénéficiaire revendique la propriété de l'immeuble au titre de la prescription acquisitive en application de l'article 2272 du code civil* »